



National Council of Resistance of Iran

Nationaler Widerstandsrat Iran
-Vertretung in Deutschland-

NWRI

شورای ملی مقاومت ایران

Tel: 030-24047704, Fax: 030-28096360

www.ncr-iran.org

Email: nwri.berlin.1@gmail.com

Le Département fédéral allemand de la Protection de la Constitution souligne la nécessité d'expulser les espions du régime iranien d'Allemagne et d'inscrire les pasdaran iraniens sur la liste des organisations terroristes

Le Département fédéral de la Protection de la Constitution de la République allemande vient de publier son rapport annuel. Ce rapport lève le rideau sur les activités du ministère iranien des Renseignements, de la division de Qods des Gardiens de la Révolution (Pasdaran/CGRI) et de l'ambassade iranienne. Ce rapport indique que l'Organisation des Moudjahidine du peuple d'Iran (OMPI) et le Conseil national de la Résistance iranienne (CNRI) sont les cibles privilégiées des services de Téhéran.

Le rapport souligne que l'accord nucléaire conclu entre le régime des mollahs et l'Occident (2015) n'a rien changé au comportement de la théocratie vis-à-vis de l'opposition. Au contraire, les missions d'espionnage et de reconnaissance des services de Téhéran en vue de réprimer les opposants ont augmenté.

En 2016 et 2017 le Tribunal de Berlin a prononcé deux verdicts contre deux espions du ministère des Renseignements et de la division *Qods*, respectivement 2 ans et 4 mois, et 4 ans et 3 mois de réclusion. Les détails des activités d'espionnage découvertes révélaient la préparation d'une opération terroriste.

La Résistance iranienne réclame l'expulsion d'Allemagne des espions et des agents du ministère iranien des Renseignements et de la division *Qods*.

Certains de ces espions sont embauchés par l'Ambassade iranienne, d'autres travaillent sous couvert d'associations et de compagnies commerciales. Le gouvernement allemand ne doit pas permettre que le sol de ce pays devienne un terrain d'expansion pour la machine d'espionnage et de terrorisme de Téhéran.

L'inscription du CGRI dans la liste des organisations terroristes serait une action préventive pour contrecarrer les menaces d'espionnage et de terrorisme en Europe. La République allemande est invitée à rejoindre cette initiative.

L'absence de fermeté à l'égard des activités des services secrets iraniens serait non seulement une menace pour les opposants et réfugiés iraniens, mais aussi pour la sécurité de l'Allemagne.

Bureau du Conseil national de la Résistance iranienne en Allemagne, Berlin
Le 5 juillet 2017

Informations complémentaires :

Extraits du Rapport 2016 du Département fédéral de la Protection de la Constitution (publié le 4 juillet 2017) :

« Les activités de détection et de dénigrement menées contre l'opposition à l'intérieur et à l'extérieur de l'Iran ont toujours la priorité pour les services de renseignements iraniens (...) Le ministère des

Renseignements de la République islamique d'Iran (Vevak/ MOIS) est toujours le principal protagoniste des activités d'espionnage qui s'effectuent contre l'Allemagne. L'Organisation des Moudjahidine du peuple d'Iran (OMPI/MEK) et le Conseil national de la résistance iranienne (CNRI) sont les cibles privilégiées de ces services (...)

« Le ministère iranien des Renseignements recueille ses informations des opérations des services de renseignements, dirigés essentiellement depuis le siège principal de ce ministère à Téhéran (en Iran). Dans ces activités, ces services travaillent surtout sous couvert de voyages en Iran de personnes impliquées, pour raisons professionnelles ou familiales. Au cours de ces voyages, les personnes impliquées peuvent difficilement éviter de tomber dans le piège du ministère iranien des Renseignements. Ces voyages fournissent à ce ministère les circonstances favorables pour effectuer des contacts et des dialogues en vue de recueillir des informations (...)

« Hormis le ministère iranien des Renseignements, la division *Qods* qui est un service de renseignements des unités spéciales des Gardiens de la Révolution iraniens, agit aussi en Allemagne. Un article publié sur le net par une agence de presse proche de l'État iranien cite un haut-officier intervenant en octobre 2016 lors d'une réunion célébrant la mémoire des « *martyrs* ». Celui-ci parle de deux bataillons du CGRI, avant de préciser que le monde peut être sûr que le CGRI « *s'organisera bientôt aux États-Unis et en Europe* ».

« Le 19 juillet 2016, le Tribunal de Berlin a condamné un Iranien de 32 ans à deux ans et quatre mois de réclusion pour des activités de services secrets. Il avait recueilli de nombreuses et vastes informations sur l'OMPI et le CNRI. Le 27 mars 2017, le même Tribunal de Berlin a condamné un Pakistanais de 31 ans, reconnu comme un agent actif des services de renseignements iraniens, à quatre ans et trois mois de réclusion. »

Le Département fédéral de la Protection de la Constitution de l'Allemagne conclue que « les services de renseignements iraniens sont un instrument essentiel de la direction politique pour maintenir son pouvoir. C'est pourquoi l'opposition iranienne restera toujours dans la ligne de mire du ministère iranien des Renseignements ».